



**NOVEMBRE 2009**

Page 2, Pascal Lederer

Réchauffement climatique, développement durable, innovation, recherche

Page 3, Marine Roussillon

Interview  
d'une jeune enseignante-chercheuse

Page 4, Dina Bacalexi

À l'extrémité sud-est de l'Europe

Page 5

Débat de la section d'Orsay du PCF  
Fête de l'Huma 2009

Pages 6-7

Les propositions du PCF  
pour l'enseignement sup et la recherche

Pages 8-9, Olivier Gebuhrer

L'heure de vérité

Avec cette publication virtuelle, nous voulons donner à voir, une fois par trimestre, quelques aperçus des travaux de la **commission nationale du PCF pour l'Enseignement supérieur et la Recherche**. De nombreux contributeurs vous feront part de leurs réflexions.

Le PCF est aujourd'hui complètement engagé dans la construction d'une alternative à gauche pour une politique de gauche ; il s'agit de rompre avec le carcan des dogmes du capitalisme ; l'enseignement supérieur et la recherche, durement frappés par cette politique, occupent une place de choix dans cette construction populaire nouvelle.

Le PCF entend mener le débat en public sur tous les fronts : il contribue ainsi à mettre les éléments des choix politiques entre les mains de celles et ceux qui doivent en être les co-acteurs, les co-réalisateurs, les co-décideurs.

À vous la parole.

### la citation...

« C'est une vieille habitude nationale : la France est un pays qui pense. Il n'est guère d'idéologie dont nous n'ayons fait la théorie, et nous possédons probablement dans nos bibliothèques de quoi discuter pour les siècles à venir. C'est pourquoi j'aimerais vous dire : assez pensé, assez tergiversé, retrouvons tout simplement nos manches ! »

Christine Lagarde : présentation de la loi "Travail, emploi et pouvoir d'achat" : extraits du compte-rendu intégral de l'Assemblée nationale 2007

*rendez-vous*



dans le cadre de l'initiative *Jaurès et l'Université*

**QUELS COMBATS POUR L'UNIVERSITÉ ?**

**le 14 décembre à 18 h**

avec

Laurent Audoin, responsable Enseignement supérieur/recherche Verts

Alain Boscus, Institut CGT d'histoire sociale

Thierry Cadart, secrétaire général SGEN CFDT

Olivier Gebuhrer, CN PCF responsable Enseignement supérieur/recherche

Bertrand Monthubert, secrétaire national responsable Enseignement supérieur/recherche PS)

Stéphane Tassel, secrétaire général SNESUP-FSU

**espace Duranti, salle Osète**

4/6 rue du Lieutenant-Colonel Pélissier Toulouse

**S**elon le GIEC (Groupe international d'experts sur le climat), il est très probable que le réchauffement climatique observé depuis la moitié du XX<sup>ème</sup> siècle est dû aux activités humaines, en particulier à l'utilisation de combustibles fossiles (charbon, fuel, gaz) pour la production d'énergie, les transports, l'industrie, l'habitat.

Si les peuples n'imposent pas des mesures efficaces, le réchauffement climatique pourrait dépasser 4°C en 2050, provoquant des catastrophes climatiques, sociales, et économiques, des centaines de millions de victimes, morts ou réfugiés « climatiques ». Sans compter la possibilité d'un dérapage encore plus violent du réchauffement que celui prévu par les modèles linéaires actuels.

L'humanité doit impérativement diminuer les rejets de gaz à effet de serre (GES) de 40% à 50 % d'ici 2050, avec un effort plus important pour l'Europe (baisse de 80% des émissions de GES), et encore plus pour les USA.

La consommation d'énergie en 2009 est très inégale selon les pays : elle varie de plus de 8 tep (tep = tonne équivalent pétrole) par habitant et par an aux USA, à 0,4 en Afrique, en passant par 4 en Europe, 1,7 en Chine, avec des inégalités très grandes selon les couches sociales dans chaque région. Neuf milliards d'humains peupleront la planète en 2050. Si l'on veut en finir avec le sous-développement, apporter l'eau, l'électricité, etc. aux milliards de nos contemporains qui en sont dépourvus, mais aussi préparer pour 2050 une planète vivable, socialement équitable, avec pour chacun l'accès à environ 2 tep par an, il faut augmenter la production actuelle d'énergie de la planète d'au minimum 60 %.

Comment faire ? Pour en finir avec les combustibles fossiles, dont l'épuisement prochain, à part le charbon, se profile, il faut combiner économies d'énergie, efficacité des processus, et essor de toutes les énergies non productrices de GES. La captation et le stockage du CO<sub>2</sub>, qui permettrait encore 2000 ans d'utilisation du charbon, sont encore loin d'être possibles. Le solaire, le photovoltaïque, l'hydroélectrique (en particulier en Afrique), la géothermie, les éoliennes, les turbines marines, la biomasse, le nucléaire, ont tous leur rôle à jouer, en attendant (mais pas avant de longues années), l'hypothétique production d'énergie par fusion contrôlée (ITER). Toutes ces technologies nécessitent un effort sans précédent de recherches appliquées et de recherches fondamentales dans tous les domaines (physique, chimie, biologie, biochimie, sciences humaines etc.), car nul ne sait encore quelle révolution technologique peut surgir de recherches apparemment dénuées de visée appliquée.

Mais il faut imposer que l'énergie, comme l'eau, soient reconnus biens publics de l'humanité, qu'un Office mondial public de l'énergie lié à l'ONU, doté de moyens financiers importants, mette en œuvre sans tarder les programmes dont la planète, et en particuliers les pays en développement, ont besoin. Le libéralisme, le règne des capitaux privés, même repeints en vert, sont incapables de les mener à bien.

À Copenhague, la pression des peuples peut contraindre les pollueurs principaux de la planète à des mesures utiles. Mais, partout, la loi du profit privé freine les efforts de l'humanité pour faire face. C'est pourquoi il est indispensable de mener de front le combat pour le développement durable et le changement social.



# interview

## d'une jeune enseignante-chercheuse

.....réalisée par MARINE ROUSILLON

***Tu as été nommée maître de conférences il y a un peu plus d'un an, à 29 ans. Pourquoi as-tu choisi l'enseignement et la recherche ?***

Tu as raison de parler de choix, car j'ai d'abord fait des études d'ingénieur (en mécanique !). En 3e année d'école d'ingénieurs, j'ai fait un DEA. Ça a été un peu comme une révélation ! On me demandait enfin de réfléchir, de comprendre ; j'ai eu l'impression de libérer mon cerveau, bien loin du formatage productiviste des formations d'ingénieurs, où on vous apprend juste à être un outil efficace et docile. J'ai fait une thèse et après 3 ans j'étais toujours extrêmement motivée pour être enseignant-chercheur... mais ce n'est pas aussi facile...

***Pourquoi ?***

Après ma thèse, j'ai traversé 3 ans de galère et de précarité : post-doc, ATER, tu trimes parce qu'il faut publier pour avoir un dossier béton et espérer être recruté sur les rares postes disponibles. Tu es payé une misère (1200 €) pour un mi-temps et tu travailles plus de 40 heures par semaine !

***Tu aurais pu être ingénieur et laisser tomber ?***

Oui, mais cela signifiait renoncer à beaucoup plus qu'à un métier, sacrifier toute ma conception de la société. L'enseignement et la recherche ont une utilité sociale énorme ! Une société qui discrédite ces métiers, qui décourage les jeunes de s'y orienter, sacrifie son avenir. Si je n'avais pas été recrutée l'année dernière, j'aurais passé les concours de professeurs des écoles.

***Le ministère affirme que l'État n'a jamais consacré autant d'argent aux universités. Comment évoluent les conditions de travail ?***

Beaucoup d'argent peut-être, mais il faut voir à qui et comment il l'attribue ! On met beaucoup de moyens dans les partenariats avec les entreprises, mais si elles acceptent, ce n'est pas par « générosité », c'est qu'elles en tirent du profit ! Pour moi, l'économie de la connaissance et la marchandisation du savoir sont les vecteurs de l'exploitation et de la régression sociale.

Les conditions de travail ne s'améliorent pas vraiment, pas plus que les salaires ! Mais on essaie de noyer tout ça à coup de primes, en faisant croire à chacun qu'il est meilleur que ses collègues. C'est comme ça qu'ils ont fait passer les financements ANR, financements sur projet court ou moyen terme qui remplacent petit à petit les crédits récurrents des équipes de recherche : chacun était persuadé qu'il mériterait le financement, qu'il serait reconnu. Beaucoup ont été déçus ! Mais on continue...

***Après le grand mouvement de l'an dernier dans les universités, crois-tu encore possible d'agir pour changer, construire une autre université ?***

Bien sûr et c'est pour ça que j'étais dans la rue l'année dernière et que j'y serai demain ! Ce n'est pas fini, nous n'avons rien obtenu et les raisons de la colère de l'an dernier sont toujours d'actualité. C'est à l'université que se construit notre société : changer l'université, c'est changer la société, ça commence par là. Mais cela passe par une volonté politique et le mouvement a besoin de ce relais politique.

***Qu'attends-tu de la politique, et des partis de gauche en particulier ?***

Les enseignants chercheurs ont beaucoup attendu du PS, mais jusqu'à présent, il n'a pas pu ou pas voulu remettre en cause radicalement les réformes en cours : il a soutenu la LRU, et continue d'avaliser les politiques européennes qui sont à l'origine de tout ça.

Pour que l'université et la recherche restent utiles à toute la société, pas seulement aux plus riches, il faut rompre vraiment avec les réformes de ces dernières années (Lisbonne, la LRU, le « Pacte pour la Recherche » etc.) : créer des emplois, augmenter le financement public, entendre les revendications des enseignants chercheurs, des BIATOSS et des étudiants.

Je me reconnais bien dans les propositions du PCF. Mais reste à construire le rapport de force pour les imposer !



●●● la Grèce, pays chargé d'histoire et de sens dans l'imaginaire, pays dont l'Antiquité est l'objet d'étude de quelques-uns d'entre nous, pays où l'on passe des vacances. Mais surtout pays de l'Europe d'aujourd'hui, cette construction éloignée des peuples, qui tente d'imposer le joug capitaliste et l'uniformisation des esprits via « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde » (stratégie de Lisbonne, 2000).

En décembre 2008, nous avons assisté à l'expression de la souffrance, à la révolte parfois violente, à la grève et à des manifestations monstres, dont le moteur était cette « génération des 700 euros », jeunes souvent très diplômés, qui demandaient juste de pouvoir vivre la tête haute, d'avoir un travail et d'être dignement payés. Dans un pays où l'éducation est érigée en valeur capitale, où les diplômés sont le but ultime de la majorité des jeunes et de leur famille, où les universitaires et les chercheurs peinent pourtant à avoir un statut permettant d'exercer leur profession sans se soumettre aux pressions et aux calculs, cette révolte a réveillé des consciences et a fait descendre dans la rue ces jeunes, « qu'on appelait des voyous », comme dit le poète Odysseas Élytis. Les médias ont beaucoup disserté sur la violence, peu sur la réalité de la vie des jeunes diplômés, des universitaires et chercheurs, mais aussi de tous les salariés du public et du privé qui ont fait trois grèves générales paralysant le pays. Seule *l'Humanité* a fourni une analyse pertinente et sans préjugés.

Par la suite, nous avons eu l'occasion de mesurer combien l'économie de la connaissance « compétitive » détruit la connaissance, surtout là où le service public est le plus faible. Nous avons signé des pétitions contre le démantèlement du Centre grec de recherches sociologiques, et nous avons eu l'occasion, cet été à Athènes, de voir, devant le siège de la Fondation nationale grecque de la recherche scientifique (l'équivalent du CNRS), un panneau qui, interpellant le gouvernement sous une forme tragi-comique, reprenait l'inscription des paquets de cigarettes: « vos mesures nuisent gravement à la santé de la recherche » !

Enfin, vendredi 21 août au soir, les flammes ont envahi la banlieue nord-est d'Athènes. Deux ans après, à nouveau sans défense, le pays allait revivre le cauchemar de 2007, quand des villages entiers ont disparu et que nous avons déploré de nombreuses victimes.

Impressionnés par ce paysage de feu et de désolation, on aurait tort de ne pas nous rappeler que la Grèce a pris le relais des incendies ravageurs après le Portugal, et, au début de l'été l'Espagne. Ce n'est peut-être pas un hasard : ce sont trois pays qui, par le passé, étaient en proie à des dictatures militaires, dont le paysage politique est de plus en plus parasité par un bipartisme stérile, dont le profil touristique attise toutes les spéculations, propage le fléau du capitalisme qui fait littéralement feu de tout bois et écrase le pouvoir politique, anéantit hommes et environnement. L'Europe, bienveillante, a accordé des fonds structurels aux trois pays, afin d'aider à leur développement. Mais comme cette Europe de la « concurrence libre et non faussée » n'agit pas au hasard, les multiples contreparties exigées de ses victimes (bien consentantes) ont contribué au démantèlement des services publics, au recul de la coopération et à l'avènement de la compétitivité. Compétitive jadis, la banlieue nord-est d'Athènes n'est désormais qu'un champ où l'on contemple le résultat d'une catastrophe annoncée et prévisible.

Est-ce une malédiction ? Un hasard ? Une fatalité ? Rien de tout cela. Juste un crime dont les racines sont à chercher dans la logique même qui a inculqué aux « bons élèves » de l'Europe

du sud un esprit d'entreprise qui se réjouit de gagner des marchés et de se développer à coups de constructions enrichissant les spéculateurs et rendant impossible la cohabitation de l'homme et de la forêt.

Pas de hasard, pas de fatalité : mais que font les politiques ? Gouvernements et oppositions, droite ou social-démocratie se livrent au jeu ridicule des déclarations et contre-déclarations, versant des larmes de crocodile sur les biens et les vies perdus. Comme cela a été le cas lors des incidents violents qui ont suivi les manifestations de décembre 2008, les déclarations, les demi-mesures et la compassion, ou bien les condamnations verbales virulentes ne pourront jamais toucher la racine du mal. Car ni la droite, ni la social-démocratie bien pensante (et depuis les élections d'octobre au gouvernement en Grèce) ne se sont vraiment opposées au néolibéralisme, n'ont refusé d'accompagner la destruction et la privatisation des services publics : combien d'Universités privées ou « Centres d'études libres » en Grèce, en moins d'une décennie ? Combien paient les étudiants ? Combien d'investissements publics pour les Universités publiques ?

La Grèce a été sévèrement tancée par l'UE à cause du non respect du pacte de stabilité, sommée de réduire ses déficits et d'utiliser à bon scient les fonds alloués. Peu de voix se sont élevées pour réclamer une autre Europe. Mais le désastre d'août dernier a poussé certains à faire leurs comptes : 3000 postes de pompiers et des centaines de gardes forestiers ou champêtres non pourvus ; en lieu et place d'une politique d'acquisition de moyens aériens publics, une désastreuse tendance à la location de moyens privés (rarement utilisés, pour cause d'économie) ; une prolifération incontrôlée de constructions illégales mais tout à fait pérennes, parfois même luxueuses ; la réduction drastique des terres cultivées ou cultivables, à cause d'un projet de haute voltige de bêtise, celui de l'accroissement de la population d'Athènes et de sa banlieue afin d'attirer des nouveaux capitaux ; le réchauffement climatique qui s'accroît, faisant craindre la transformation d'un pays méditerranéen en pays « tropical » ; la recherche en matière de reboisement des surfaces brûlées marginalisée, les intérêts clientélistes ou les projets anarchiques remplaçant une réflexion de fond sur le rapport entre l'homme et la nature.

Il serait inutile d'allonger une liste de malheurs dont nous sommes, hélas, coutumiers en France. L'attaque contre les services publics territoriaux qui se profile à l'horizon « grâce » à la réorganisation institutionnelle sarkozienne ; le Grand Paris et les agglomérations tentaculaires, machines de guerre du capitalisme ; la spéculation qui éloigne tout espoir de verdure et enrichit les promoteurs ; l'inefficacité de politiques frileux ou tout simplement asservis au marché ; l'autoritarisme, la faillite morale et sociale, les entreprises de soumission des consciences etc.

Inventaire amer, là-bas comme ici. Mais, puisque tout cela n'est ni un hasard, ni une fatalité, nous pourrions bien être tentés d'en sortir, d'utiliser pour cela tous les leviers à notre disposition, institutionnels, mais bien au-delà, les moyens de réinvestir le champ politique, de réveiller les esprits endormis, de mettre les bonnes volontés en mouvement non seulement pour réparer les catastrophes et reconstruire après les flammes, mais surtout pour imposer des alternatives, pour arrêter les larmes et reprendre la parole. Les prochaines élections régionales seront l'occasion de promouvoir une véritable politique de gauche, pour le bien des citoyens, avec eux et contre les profits capitalistes. L'offre politique du PCF, avec le Front de Gauche, est une promesse d'union qui fait la force.





## Le mouvement des Universités et de la Recherche au cœur du débat

..... compte-rendu réalisé par GILLES LASCHON et FRANÇOIS PERINET

À la tribune : Michelle LAUTON (SNESUP)  
Daniel STEINMETZ (SNTRS-CGT)  
Emmanuelle RIO (NPA)  
Marine ROUSILLON (PCF).  
Gilles LASCHON (PCF Fac d'Orsay)  
anime le débat.

Une large place est laissée aux interventions du public.

### Pourquoi un mouvement si ample ? Comment apprécier ses résultats ?

La représentante du NPA estime que les universitaires ne sont plus épargnés par des attaques que subissaient déjà différentes couches sociales. Malgré la forte mobilisation des personnels, la faiblesse de la participation étudiante et des hésitations syndicales expliquent, de son point de vue, des résultats en deçà des attentes. Les syndicalistes pointent toutefois deux succès importants :

- Pas de suppressions de postes en 2010 contrairement au reste de la fonction publique.
- L'enseignement supérieur et la recherche sont devenus des thèmes de débat public. Les effets nocifs de l'autonomie des universités (loi LRU) en cohérence avec les politiques européennes sont mieux perçus qu'en 2007.

Pour la représentante du PCF, l'échec relatif de ce mouvement d'une ampleur exceptionnelle est lié à l'absence d'un projet politique de changement progressiste, partagé majoritairement par la société et les universitaires. Les logiques gouvernementales et patronales tendent à individualiser les parcours de formation et à fragmenter les savoirs dans le cadre d'un marché européen des connaissances, à asservir l'Université et la recherche aux demandes immédiates des grands groupes économiques.

### Quel projet pour l'avenir ?

Développer la résistance ne suffit pas. Le SNESUP œuvre pour un grand service public de

l'enseignement supérieur où se déploient liberté scientifique et liberté pédagogique, où le financement public se ferait sur la base de critères et non de contrats, où la précarité serait exclue et le statut de fonctionnaire serait la règle. La loi LRU doit être abrogée.

Pour la CGT, élargir l'accès aux études est une priorité ; alerte aux augmentations des droits d'inscription étudiants !

Dans le public, des intervenants insistent sur la nécessité que la recherche d'applications industrielles ne se fasse pas au détriment d'une créativité dans d'autres domaines, notamment les SHS.

Un étudiant pointe les insuffisances de réflexions sur les objectifs, les contenus et les méthodes pédagogiques dans les universités. Le lien entre recherche et société pourrait être davantage souligné : ce serait un levier de mobilisation, un apport à l'unité tant recherchée par bon nombre de collègues et un moyen de relier mouvement universitaire et mouvement social en général.

Agir dans les entreprises et les universités pour la reconnaissance des qualifications données par les diplômes universitaires est indispensable, estime-t-on au PCF. Mais on ne mobilisera qu'en travaillant le projet, en multipliant les lieux de son élaboration, en ouvrant à toute la gauche, sans a priori, des ateliers thématiques dont un autour des savoirs, de l'éducation et de la recherche.

Quant au NPA, il n'est pas favorable à la recherche de l'unité à tout prix. Des barrières vis-à-vis du PS – dont la critique de la LRU est bien tardive – sont nécessaires pour clarifier le débat.

**Le débat se clôt sur la volonté commune de recréer des mobilisations et sur la divergence d'appréciation quant au caractère d'urgence de la construction d'un projet politique largement partagé.**



**L'**enseignement supérieur et la recherche constituent des aspects névralgiques d'une conception de la société et de la civilisation. Ils doivent et peuvent porter la marque d'une politique qui vise à s'extraire des dogmes et du carcan d'un capitalisme qui a atteint ses limites historiques. C'est le sens que le PCF donne à une politique de gauche ; c'est elle qu'il entend contribuer à construire dès à présent. Il propose l'élaboration d'une nouvelle loi ambitieuse parce que progressiste, sans se prêter à aucun exercice consensuel.

### I. Le service public d'Enseignement supérieur doit relever des défis majeurs

- Élargir à toute la société les capacités d'accès aux formes les plus élaborées du savoir.
  - Permettre à tout étudiant-e d'aller au bout de ses possibilités, avec le souci permanent de la validation des parcours et des acquis.
  - Partager une culture commune, essentielle à la construction et à l'épanouissement de chacun-e.
  - Offrir à tou-te-s, à chaque niveau du cursus universitaire, des parcours innovants, des possibilités réelles de formation professionnelle et de préparation à des emplois de haute qualification.
  - Construire une carte ouverte, transparente, accessible et constamment mise à jour des formations, des équipes, des programmes, en lien avec leurs partenaires européens et mondiaux.
  - Trouver les moyens de la démocratie efficace, qui n'est pas synonyme d'enlèvement : les partenaires des choix d'enseignement supérieur sont divers et tous doivent pouvoir exprimer leur point de vue, contribuer aux décisions complexes ; ces choix sont nécessaires et leur rythme ne peut être modifié à volonté.
- À cela répondent six principes (non exhaustifs).
1. Libérer les capacités d'initiative à la place du contrôle bureaucratique. Garantir l'indépendance intellectuelle des travailleurs scientifiques de toute pression étatique ou économique.
  2. Substituer la coopération à la « compétitivité », qui n'est rien d'autre que la rivalité des capitaux.
  3. Transformer les pôles de compétitivité en pôles de coopération à vocation scientifique, technologique et industrielle : égalité d'accès, libre association, mise en commun et partage des compétences et des ressources, garantie de financements publics stables et récurrents.
  4. Substituer la pratique et les outils démocratiques à la logique managériale.
  5. Garantir l'emploi pérenne dès les premiers travaux, avant la thèse, au lieu de la précarité ; remplacer la logique des « créneaux » par le front continu des connaissances.
  6. Faire des missions de coopération internationales une partie intégrante des services des Enseignants-chercheurs.

**II.** L'enseignement supérieur est la première étape de l'assimilation collective de la connaissance, le premier débouché de l'activité de **recherche** à laquelle tous les enseignants chercheurs doivent pouvoir participer. En même temps, il est vital de **préserver la vocation généraliste des EPST et de restaurer leur capacité d'évaluation et de prospective de la recherche** en association féconde avec l'enseignement supérieur. **Leur dépeçage actuel doit être mis en échec et le PCF mettra tout en œuvre pour enrayer le processus destructeur engagé par Sarkozy.**

Les conditions pour donner au développement scientifique son plein sens de progrès culturel, économique et social :

1. Le soustraire à la pression des multinationales, lui donner les moyens de remplir sa mission, développer la démocratie dans la gestion des personnels, l'évaluation des équipes et la définition des thèmes de recherche.
2. Renforcer le secteur public de recherche fondamentale dégagé de toute obligation



d'application, voué au développement d'un front continu des connaissances. On peut chiffrer à 1% du PIB le financement souhaitable d'un tel secteur, en contraste avec la part de 0,6% attribuée en 2008 à la recherche publique avec un impératif d'applications rapides. La liberté thématique de la recherche fondamentale serait encadrée par les avis de structures élues de travailleurs scientifiques (comme au CNRS) et de comités consultatifs de citoyens, contribuant à l'allocation des moyens budgétaires.

3. Encourager la collaboration du secteur public avec le secteur industriel, public ou privé, sur la base de l'avantage mutuel. Mettre fin à la subordination actuelle de la recherche publique aux besoins industriels. Le financement de la recherche publique devrait être assuré à 70% au moins par les budgets récurrents des laboratoires, permettant le financement des initiatives scientifiques surgissant du

mouvement des connaissances. Une structure comme l'ANR peut être utile pour le développement de recherches nouvelles, mais elle doit avoir une influence budgétaire limitée (15%).

4. Reconnaître toutes les formations à Bac+5 et du grade de Docteur dans les conventions collectives et définir des attributions au niveau de l'UE.

Il est nécessaire de parvenir au doublement du budget public de recherche sur une législature comme celle de porter à 12 000 €/an/étudiant l'effort budgétaire public pour l'enseignement supérieur. Nous proposons d'exonérer de la TVA les Établissements publics de recherche et d'Enseignement supérieur. La question du rapprochement entre Grandes Écoles et Enseignement supérieur fera l'objet de négociations approfondies pour aboutir à un système nouveau, fondé sur la fécondation réciproque, facteur de démocratisation.

### III. Dialogue entre la collectivité scientifique et l'ensemble de la société

Nous proposons la création d'un réseau de forums citoyens de la science de la technologie et de la culture, instances nouvelles dotées de pouvoir d'enquête, constituées auprès des collectivités territoriales, des grands ensembles, des sites industriels, agricoles, maritimes, à chaque fois que le besoin des populations en manifestera l'exigence. Elles seront indépendantes de tout pouvoir politique ou pression économique et rapporteront annuellement devant l'Assemblée nationale. Le gouvernement aura l'obligation de répondre à leurs questions. Leur composition fera appel à toutes les formes associatives et organisationnelles existantes, leurs débats seront publics.

Soustraire les services publics de recherche et d'Enseignement supérieur aux « principes » qui prévalent dans les négociations de l'OMC est un impératif qui s'imposera à toute force politique voulant réellement que l'effort de recherche publique dans l'Union européenne retrouve l'étiage correspondant aux défis actuels. Plus généralement, il s'agit de briser les ressorts de la recherche du profit s'exonérant de la production socialement utile (pôle public et financier du crédit bancaire, transformation de la BCE, fiscalité).

**Parti communiste français**  
2 place du Colonel-Fabien  
75019 Paris

site : [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)

webtv : [www.alternatv.fr](http://www.alternatv.fr)



## la recherche et l'enseignement supérieur à l'heure de vérité

..... par OLIVIER GEBUHRER

**L**a première confrontation de la gauche dans toutes ses composantes relativement aux enjeux de l'enseignement supérieur et de la recherche s'est tenue à Toulouse. Malgré des absences dont on peut souhaiter qu'elles ne soient que temporaires (NPA, Verts notamment), le débat a commencé. Voici quelques-unes de ses arêtes.

1. La politique universitaire et de recherche a besoin de trouver la voie d'une alternative de gauche ; les partis politiques de gauche ont le devoir d'y contribuer ; le mécontentement légitime, l'indignation justifiée et les luttes de masse ne créeront pas par eux-mêmes les conditions des changements nécessaires.
2. Le PCF insiste sur une « alternative de gauche ». La politique dangereuse menée par la droite à visage découvert, dans tous les domaines, ne n'est pas, à nos yeux, l'argument suffisant. Explicitons.

À se glisser dans les chaussees des tenants de cette politique dévastatrice (emploi, services publics, santé publique, justice, chasse au faciès, légitimation du racisme en gants blancs, alignement sur les USA et l'OTAN etc.), la perte de repères politiques ne peut que s'accroître ; les partis de gauche, qui, en Europe, s'y sont laissés entraîner en paient le prix fort tandis que les populations s'enfoncent dans les difficultés de tout ordre. Les communistes prennent très au sérieux le scénario de Hénin-Beaumont où l'on a couru le risque d'une réémergence du FN toujours en embuscade : **si une alternative de gauche pour la mise en œuvre d'une politique de gauche n'est pas construite, le risque d'une accélération des aspects les plus délétères de la politique actuelle est immense.** Il y a donc urgence.

3. L'enseignement supérieur et la recherche, une priorité ?  
Beaucoup posent ainsi la question. Mais comment imaginer que des millions de nos

concitoyen-ne-s, assaillis par la souffrance quotidienne au travail, confrontés à l'angoisse du lendemain, aux conséquences de la crise qui jour après jour s'aggrave, puissent penser spontanément que la recherche et l'enseignement supérieur soient des « priorités » ?

En même temps, la droite a fait de la LRU la « réforme phare » du quinquennat ; la politique qu'elle contient constitue donc une priorité pour elle ; en vérité, on y trouve le squelette d'un projet de société global où l'État, au plus haut niveau, décide de tout mais ne finance plus (à l'exception du système bancaire dont la colonne vertébrale demeure l'exigence du profit pour les actionnaires). Une société où la science est au service du NASDAQ, où l'indépendance intellectuelle est bafouée.

Une « priorité » consensuelle ? Il ne peut donc en être question. C'est pourquoi, toutes celles et ceux qui veulent d'autres choix doivent concevoir qu'il est impossible de trouver d'autres chemins pour l'enseignement supérieur et la recherche hors d'un projet de société.

4. C'est justement là que nous retrouvons la discussion qui traverse toute la gauche. À Toulouse, **le PS s'est réfugié derrière une tribune commune signée de 3 formations de gauche dont le PCF, pour ne pas donner à entendre son propre positionnement sur des questions déterminantes.** Le PCF a signé sans hésitation ce texte, issu d'un travail collectif de plusieurs mois, destiné à constituer un jalon dans une construction alternative qui ne fait que commencer ; il n'est pas l'expression d'un « compromis » auquel le PCF ne se prêterait pas. Voici quelques questions cruciales pour le PCF :

- **L'AGCS, donc l'OMC, l'agenda de Lisbonne** qui, selon M. Neveu (SNESUP) « dégoûline sur nos établissements », le Traité de Lisbonne gravant dans le marbre





le principe de « la concurrence libre et non faussée », ratifié pourtant par le groupe socialiste, enchâssent les orientations et les choix actuels de l'enseignement supérieur et de la recherche ; le mode de gestion « en coûts complets » n'est pas une éventualité pour demain, mais détruit aujourd'hui la logique de service public et lui substitue en tout, pour tout, le droit privé. Or le PS poursuit sa ligne de pente : pour lui, la construction européenne passe toute considération.

- Il en est de même de **la question de la démocratie** : on peut considérer que se pose aujourd'hui avec acuité la question d'en finir avec la frontière « exécutants/décideurs », renforcée comme jamais auparavant, alors que la complexité des choix, la nécessité d'intégrer les connaissances les plus avancées à tout le champ social, supposent que chaque citoyen-e puisse réellement intervenir ; or le PS considère que l'efficacité des choix prime toute considération.
- Il ne s'agit pas seulement d'accueillir davantage et encore moins d'orienter mieux ; **rapprocher l'enseignement supérieur des couches populaires est devenu la question des questions** ; cela implique de très profondes modifications dans les modes d'appropriation des savoirs ; mais le PS considère que les missions n'ont pas changé.
- Il en est de même de la question du **Crédit impôt recherche** : à gauche, plus personne ne défend ce dispositif en l'état ; mais ne pas voir que sa substitution sup-

pose une réflexion sur l'ensemble de la fiscalité, de la politique industrielle, du crédit bancaire est chose impossible.

- Insister sur la nécessité d'un **plan pluriannuel d'emplois** dans la recherche et l'enseignement supérieur est utile, mais peut n'être qu'un vain propos si ne sont pas examinées les conditions qui fondent **la pérennité de l'engagement public dans les Universités et les EPST**.

La liste n'est pas exhaustive.

Chacune et chacun d'entre vous est appelé à participer à l'élaboration de choix collectifs nouveaux qui visent à s'émanciper de la logique et des ressorts créés par le capitalisme.

Le PCF agit pour parvenir à dépasser le capitalisme, pour une société où l'axe de la politique soit le développement sans entrave des capacités humaines ; il ne contraint personne à faire ce choix de civilisation, mais c'est à cette aune qu'il apprécie et appréciera les politiques partielles ou globales qui seront mises en œuvre ; cela décidera en fin de compte de sa prise de responsabilités gouvernementales.

On trouvera ci-après les axes principaux de la politique préconisée par le PCF pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Le PCF construit en toute indépendance ses choix. Il n'est et ne sera l'otage de personne. Mais il est profondément attaché au développement d'un processus entre TOUTES les forces de gauche permettant, par le débat, les luttes, les expressions publiques de retrouver la voie de la gauche qui combat, ose, transforme ; celle qui renoue avec l'espérance.

## dans les livres

### Galilée : entre le pouvoir et le savoir

par F. Lo Chiatto et S. Marconi.  
Éditions Alinea, 1988

### Comprendre l'échec scolaire

par Stéphane Bonnéry  
Éditions La Dispute, 2007

### L'Appel des appels, pour une insurrection des consciences

sous la direction de Roland Gori  
Paris, Mille et une nuits, 2009

